



NATIONS UNIES  
MALI



# UNIS DANS L'ACTION

Le magazine trimestriel d'information des Nations Unies au Mali  
N° 001 / 2023



## ACTIONS HUMANITAIRES ET DE DÉVELOPPEMENT DANS LA RÉGION DE SÉGOU

**LE FESTIVAL  
SÉGOU'ART**  
L'ART AU SERVICE  
DE LA PAIX

*Une mission conjointe des Nations Unies  
et du Gouvernement sur le terrain pour  
soutenir des actions de réponses*



Suivez-nous sur Facebook: L'ONU AU MALI

Notre site web:



[http:// mali.un.org](http://mali.un.org)



**« UTILISONS NOS VALEURS SOCIETALES POUR METTRE FIN AUX  
VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET AUX FILLES »**

## **EQUIPE D'EDITION DU MAGAZINE:**

**Directeur de publication:**  
Alain NOUDEHOU

**Directeur de rédaction:**  
Francis K NEGUE

**Rédaction et conception:**  
Hamidou NGATTE

**Contributions:**  
Groupe de communication des  
NATIONS UNIES AU MALI

Badalabougou EST, Immeuble Magané, Rue:39, porte 2704, Bamako Mali

**Email:** [ngatte@un.org](mailto:ngatte@un.org)

**Site web:** [mali.un.org](http://mali.un.org)

# Edito



**“ Les Nations Unies restent engagées à soutenir les efforts du Mali face aux multiples défis ”**



**NATIONS UNIES**  
**MALI**

“

Nous venons d’entamer l’année 2023, une occasion de vous présenter nos vœux les meilleurs. Que cette nouvelle année apporte la paix et la prospérité à tout le peuple malien et à tous nos collaborateurs. L’année qui vient de s’écouler a connu ses hauts et ses bas, mais nous retenons une année durant laquelle nous avons ensemble réalisés des progrès significatifs.

En 2022, le Mali, à l’instar du monde entier, a connu une baisse des cas de maladie à coronavirus. Cependant la pandémie est toujours à nos portes et prend d’autres formes. Ces différentes évolutions de COVID-19 nous interpellent chacun et chacune à maintenir le respect des mesures d’hygiènes édictées par l’OMS.

L’année 2023 nous offre une nouvelle occasion de tenir le flambeau et de faire de notre mieux pour faire face aux nouveaux défis. Pour ce faire, nous ne ménagerons aucun effort dans l’appui que nous apportons au Gouvernement et au peuple malien dans la poursuite de leurs objectifs tant sur le plan du développement que dans le chantier humanitaire et le maintien de la paix.

Cette nouvelle année ouvre de nouveaux chapitres pour le Mali. Il est prévu selon le chronogramme établi par les autorités de la transition, un referendum sur la nouvelle constitution en début d’année, des élections municipales et législatives pour terminer avec les élections présidentielles l’année prochaine. Les Nations unies se tiennent prêtes et résolument engagées à soutenir le Mali dans ces grands moments de la vie de la nation.

2023 est aussi pour nous l’occasion de commencer à planifier la mise à jour de notre cadre de coopération avec le Mali dont la fin de la phase en cours est prévue pour l’année 2024. Cela nous appelle déjà à travailler ensemble avec le Gouvernement du Mali à définir un nouveau cadre de coopération qui répondra aux réalités des populations maliennes après 2024.

L’équipe pays des Nations au Mali reste dévouée sur ces différents fronts pour appuyer les efforts nationaux dans la réalisation des objectifs du développement durable. Cela à travers la réalisation des priorités définies par les autorités de la transition, à savoir, la paix, la sécurité, l’amélioration de la gouvernance, les réformes politiques, institutionnelles, des élections libres, transparentes et démocratiques.

Bonne lecture !

# LE FESTIVAL SÉGOU'ART L'ART AU SERVICE DE LA PAIX

**Le Festival Ségo'Art a posé ses valises pour la 19ème fois sur les rives du fleuve Niger à Ségo. Sous le thème « Patrimoine et Créativité », cette édition 2023 a été lancée le 31 janvier par l'ouverture de la Foire de Ségo. Elle rassemblera jusqu'au 5 février plus de 35 000 festivaliers dont 300 professionnels du secteur de la culture du Mali et d'ailleurs. Artisans et créateurs, au nombre de 400 provenant d'une trentaine de pays de la sous-région ouest africaine et d'ailleurs ont également accosté à Ségo durant cette semaine.**

## Une association renouvelée pour la paix



En 2023, la MINUSMA s'est à nouveau associée à la Fondation du Festival sur le Niger, en finançant des aspects de la Caravane pour la paix. Cette activité majeure célèbre la diversité culturelle à travers le Mali en y représentant les communautés de différentes régions. Elle offre l'occasion de consolider et d'asseoir davantage les fondements de la paix à travers la culture mais aussi de puiser dans les ressources culturelles pour panser les plaies ouvertes par la crise sécuritaire. Au-delà de la dimension folklorique de la caravane, il s'agit de valoriser « les bonnes pratiques que les

peuples du Mali ont en partage » selon Mohamed DOUMBIA, Coordonnateur de la caravane. Une des activités de la Caravane, la conversation sous la tente touarègue, est l'un des moments les plus attendus de cette séquence du Festival sur le Niger. Autour de la gastronomie, les communautés célèbrent les valeurs d'entente, de compréhension et d'acceptation de l'autre. Comme le rappelle Attaher MAIGA, Secrétaire général de la Fondation du Festival sur le Niger et l'un des pionniers de ce rendez-vous culturel initié en 2005, « la Caravane est un espace intégrateur à travers la culture

pour faciliter le dialogue. Les conflits interviennent là où il n'y a plus de dialogue et de compréhension l'un de l'autre ». La première édition de la Caravane a eu lieu en 2013, au cœur de la crise sécuritaire. Depuis lors, les organisateurs du Festival n'ont eu de cesse « de rappeler les valeurs de partage, de solidarité et d'humanité propre au concept malien Maaya au travers des différentes expressions culturelles dont regorge le pays » soutient Attaher MAIGA.

Le vendredi 3 février 2023, plus de 10 000 personnes sont attendues lors de la soirée de lancement de la Caravane de la paix où le Maroc sera à l'honneur au travers du Festival Taragalte de la localité de M'Hamid El GHISLANE. Située au Sud Maroc, c'est de cette ville que les caravanes partaient jadis vers Tombouctou. En effet, dans le passé, les caravanes permettaient aux différents peuples d'échanger non seulement des biens mais aussi des pratiques, des modes. Elles créaient aussi de la sympathie entre les peuples et permettaient nouer des alliances entre eux.

La diversité culturelle comme ferment de la cohésion sociale  
La culture est le socle commun à tous les Maliens depuis des millénaires. La MINUSMA est à leurs côtés pour créer les conditions nécessaires afin de revigorer ces valeurs communes. Le soutien symbolique de la MINUSMA à la promotion de la culture au Mali, ne saurait en aucun cas combler les besoins colossaux du monde culturel en grande difficulté. La présence de la MINUSMA au Festival sur le Niger souligne sa volonté de contribuer au renforcement de la paix à travers la culture. Selon El-Ghassim WANE, Chef de la MINUSMA, « l'art, dans toutes ses expressions, a un rôle à jouer pour aider le Mali à réaliser la paix à laquelle aspire son peuple. La Caravane de la paix, c'est le reflet d'un Mali uni qui a à cœur de faire de ses diversités culturelles une vraie chance pour le retour de la paix entre les communautés. Elle m'inspire aussi la volonté par les Maliennes et les Maliens, d'apprendre des uns et des autres pour avancer ensemble vers une cohésion renouvelée ».



# Actions humanitaires et de développement dans la région de Ségou : Une mission conjointe des Nations Unies et du Gouvernement sur le terrain pour soutenir des actions de réponses

**D**u 23 au 24 novembre 2022, le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies pour la MINUSMA, Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies au Mali et Coordonnateur Humanitaire et, Alain Noudehou, a conduit une mission dans la région de Ségou. Il était accompagné de représentants de l'Etat (ministères des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, celui de l'Economie et des Finances ainsi que le Développement Rural), les acteurs humanitaires et de développement (les agences des Nations Unies et les ONGs) avec les partenaires de développement (Banque Mondiale) en appui à la mise en œuvre de la Stratégie de Stabilisation du Centre pour une réponse durable dans la région).



A Ségou, la délégation a échangé avec le Représentant du Gouverneur de la région et les membres du comité technique des solutions durables au profit des personnes déplacées internes (PDI) et les populations hôtes. Ledit comité a présenté le cadre des solutions durables en cours d'élaboration, avec l'appui des partenaires au développement. Le but étant de créer de meilleures conditions pour accompagnement des PDI et les populations hôtes. Pour mémoire, une enquête menée en 2020 par les

services techniques auprès des PDI sur leurs perspectives de retour ou non, a révélé que trois chefs de ménage sur quatre, souhaitaient rester dans la région. De même, la majorité des femmes déplacées interrogée, n'étant membre d'aucune association, sont favorables à l'exercice d'activités socioéconomiques. Afin de rendre possible ces solutions durables, il a été recommandé l'organisation d'un atelier pour finaliser le plan d'action quinquennal de leur mise en œuvre et de plaider pour son financement.



Cette mission a visité le centre de transformation de produits agricoles et d'activités génératrices de revenus ; ouvert en mars 2010 grâce à un financement de la Norvège du Programme Empowerment des Femmes et des Filles (PEF), exécuté par CARE International Mali. Les missionnaires ont discuté avec les représentantes des 17 groupements constitués de 814 femmes, des défis auxquels elles sont confrontées ; en vue d'explorer les modalités d'appui du réseau sur certains aspects de renforcement de capacités et de formation pour l'amélioration de leurs revenus.

Enfin, M. Alain Noudehou et sa délégation se sont entretenus avec des responsables de l'Office du Niger dont son président directeur général, Abdel Karim Konaté. Cette rencontre a permis

de faire le suivi des requêtes de l'Office du Niger. C'était également l'occasion pour l'équipe pays des Nations unies de présenter la réponse des Nations unies quant à la requête relative aux appuis des PDI pour développer des activités agricoles génératrices de revenu notamment à travers le projet intitulé « appui à la résilience et l'adaptation au changement climatique des petits exploitants agricoles dans les périmètres aménagés de l'Office du Niger ». Son objectif est d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle, en favorisant le développement socio-économique local, à travers la création d'emplois dans le secteur agricole. D'un coût de 50 millions de dollars (montant total à mobiliser), il ciblera 40 000 ménages (petits exploitants maraichers en particulier ceux affectés par l'insécurité alimentaire, les inondations, l'insécurité et l'impact

négalif du changement climatique) qui bénéficieront de terres aménagées. Le nombre total de bénéficiaires directs et indirects est estimé à 240 000 personnes dont 52,3 % de femmes.

Auparavant, M. Alain Noudehou a déclaré que l'ONU au Mali a répondu favorablement, de manière indirecte à la demande à court terme de l'Office du Niger à travers les appuis du PAM et de la FAO aux exploitants agricoles des régions de Ségou et de Mopti en leur fournissant des semences et des engrais. Aussi, sur requête de l'Office du Niger, l'ONU au Mali sous le leadership de la FAO, a élaboré un projet agricole (aménagement et distribution de 1 500 hectares à 500 familles, à raison de 3ha par famille) qui pourrait bénéficier aux PDI dans le cadre des solutions durables.

# Retraite annuelle du Bureau du Coordonnateur résident des Nations unies au Mali



Le Bureau du Coordonnateur Résident (RCO) du système des Nations unies au Mali a tenu sa retraite annuelle les 14 et 15 décembre 2022 à l'hôtel Radisson Collections de Bamako réunissant l'ensemble des staffs de ses 3 composantes (RCO core, Initiative Spotlight et Peace Building Fund). Cette retraite annuelle, première pour le RCO au Mali, a permis de réfléchir sur l'optimisation de son organisation et de son fonctionnement afin de soutenir le Coordonnateur Résident ainsi que l'Equipe pays des Nations unies dans l'accompagnement du Mali sur le chantier de la réalisation de l'agenda 2030 des Objectifs de Développement Durable.

Le Bureau du Coordonnateur Résident est la composante du système des Coordonnateurs Résidents des Nations unies en charge de l'appui-conseil à l'équipe pays et au Coordonnateur Résident dans la coordination des activités opérationnelles de développement des Agences, Fonds et Programmes visant à soutenir les pays dans leurs efforts de mise en œuvre de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

A l'ouverture des travaux, le Coordonnateur Résident, Alain Noudehou, a tenu à saluer les efforts du RCO dans l'accomplissement de sa mission et s'est félicité des résultats enregistrés au cours de l'année 2022. « Je tiens, a-t-il dit, à vous féliciter pour le travail de qualité que vous avez réalisé en 2022 et vous encourager à maintenir le cap dans le respect des valeurs du travail d'équipe dans une synergie d'action visant à obtenir davantage de résultats positifs. » Dans le même sens, le Coordonnateur Résident a rappelé que les staffs des entités des Nations unies sont tenus au

respect des valeurs d'intégrité, d'impartialité, d'honnêteté et d'humanisme dans le cadre de leur travail. À ce titre, il a insisté sur l'impérieuse nécessité du respect des directives relatives à la lutte contre toutes les formes d'Exploitation, Abus et harcèlements sexuels.

De manière spécifique, la retraite a permis de faire une mise à jour des connaissances sur la réforme du système des Nations unies pour le Développement ; de mettre à niveau les membres du personnel sur les règles et procédures en matière administrative, de gestion des ressources humaines, de sécurité du personnel, d'accès aux soins médicaux, de bien-être, de la prévention de l'exploitation et des abus sexuels ; d'identifier les forces et les faiblesses, les défis et les opportunités de l'organisation et du fonctionnement du RCO et identifier des pistes d'actions d'amélioration.





La retraite a également offert l'opportunité d'examiner le plan de travail 2023 pour fixer les responsabilités des membres du personnel sur sa mise en œuvre. Elle a aussi permis un échange d'informations sur les fonctions spécifiques de chaque staff, de construire des synergies, des complémentarités, et de renforcer l'esprit de travail en équipe.

Cette retraite annuelle a offert l'opportunité d'un dialogue ouvert et fructueux entre les membres du RCO et les Chefs des Agences, Fonds et Programmes afin de recueillir les attentes de ces derniers sur l'appui que leur apporte le bureau du Coordonnateur Résident. À l'unanimité, les chefs d'agences ont tous reconnu et saluer l'excellente qualité du travail du bureau. Ils ont par ailleurs formulé des recommandations dans le but d'améliorer davantage l'appui dans certains domaines substantifs.



# « Sans ces actions du PAM dans notre village, la moitié des habitants aurait quitté »



**A** Dandoli, une commune de la région de Bandiagara au centre du Mali, les interventions du PAM et de ses partenaires ont permis aux ménages vulnérables d'accéder à des transferts d'argent, des infrastructures et des services complémentaires pour faire face à l'impact socio-économique de la pandémie inhérente au COVID-19.

La pandémie a creusé les vulnérabilités déjà existantes notamment chez les femmes et les enfants. Il est encore plus inquiétant de constater que cet impact se prolonge probablement à plus long terme sur des communautés déjà sous le joug de la pauvreté extrême, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, l'insécurité et les stress climatiques.

Au Mali, les populations continuent de subir les conséquences néfastes de cette pandémie, notamment en milieu rural, y compris dans la région de Bandiagara où vit Wagouminé, âgé de 50 ans et père de six enfants.

**« Je vivais de l'agriculture et faisais du petit commerce, de foire en foire, entre les villages environnants de la région. Cette activité me permettait de subvenir aux besoins, alimentaires, sanitaires, scolaires et sociaux de ma famille.**

**Avec l'avènement de la maladie à coronavirus et ses restrictions, je ne pouvais plus mener cette activité secondaire qu'est le commerce ambulante, » se lamente Wagouminé.**

Si la pandémie a d'abord touché les zones urbaines, ses effets ont également été ressentis dans les zones rurales où l'impact socio-économique de la COVID-19 a entraîné des conséquences néfastes sur l'économie informelle en Afrique.

Au moment où la pandémie se propageait, les zones rurales ont connu l'interruption du commerce informel, la suspension des envois de fonds, les perturbations des chaînes d'approvisionnement locales. Associés à l'inflation des prix des denrées alimentaires de base, ces facteurs ont contribué à diminuer davantage les moyens d'existence des populations vulnérables.

## De la distribution des coupons alimentaires

En soutien au programme de transferts monétaires du gouvernement du Mali en réponse aux effets négatifs de la COVID 19, le PAM et ses partenaires, avec le financement du gouvernement du Canada, ont mis en œuvre un programme national de distributions de transferts monétaires pour contribuer à répondre aux besoins alimentaires immédiats des populations vulnérables. Ces activités ont permis de renforcer le système national de protection sociale du pays, en fournissant un appui essentiel aux communautés affectées pour amortir les impacts socioéconomiques de la COVID-19.

**« Quelquefois, je parviens à apporter à la maison, le soir, quelques kilos de céréales. La plupart du temps, je me pointais avec les mains vides. Ces vivres du PAM sont arrivés à point nommé », se réjouit le père de famille.**

La commune de Dandoli, à l'instar des plusieurs autres communes de la région de Bandiagara a reçu cette

assistance alimentaire de six mois, essentiellement pendant la période de la soudure agropastorale s'étendant de juin à septembre et qui se manifeste par une rupture des stocks alimentaires pour la plupart des ménages.

**« Le jour où je suis passé chez le commerçant pour échanger mes coupons contre des vivres, il y avait déjà deux mois environ que mon grenier était vide et je nourrissais ma famille au jour le jour. Ces vivres m'ont donc beaucoup soulagé. » reconnaît le chef de famille.**

Durant cette période, 835 personnes issues de cinq villages de la commune de Dandoli, y compris du village de Wagouminé, ont reçu des coupons alimentaires d'une valeur mensuelle totale de 15 000 franc CFA échangeables avec des denrées alimentaires et autres produits de nécessité, dont le riz, le mil, le sucre, les pâtes, l'huile et le savon... chez des commerçants locaux contractés par le PAM.

## Assistance alimentaire pour la création d'actifs communautaires

Face aux réalités des chocs et stress climatiques exacerbés par la pandémie, le PAM et ses partenaires ont mis sur pied l'initiative dénommée « Assistance alimentaire pour la création d'actifs ». Cette approche consiste non seulement à répondre aux besoins alimentaires immédiats des populations vulnérables en leur transférant des espèces, des bons d'achat ou des vivres, mais surtout, les membres de la communauté travaillent ensemble dans une ambiance conviviale. Ils créent ou réhabilitent des biens communautaires qui contribuent à améliorer leur sécurité alimentaire et leur résilience à long terme.

A Dandoli, le PAM a soutenu la création d'actifs communautaires qui concourent à la réhabilitation des terres dégradées et l'économie de l'eau par les techniques de conservation des eaux et des sols / défense et restauration des sols (demi-lunes, zaï, diguettes, cordons pierreux, etc.), l'amélioration de la productivité agro-sylvo-pastorale et la création d'un environnement propice à toutes les interventions ci-dessus citées (reboisement, régénération naturelle assistée, foyers améliorés, mise en défens, compostage, pépinières, etc.)

**« Il faut reconnaître que sans ces actions du PAM dans notre village, la moitié des habitants aurait déjà quitté. La première fois que j'ai reçu ma paie, j'avais du mal à croire que l'argent m'appartenait et que je l'ai eu grâce aux travaux que j'ai faits pour l'intérêt propre de mon village. ».** sourit-il.

En raison de leur vulnérabilité, les 188 participants à ces travaux, dont Wagouminé, ont chacun reçu 1 500 F CFA/jour, à l'issue de ces travaux, au prorata du nombre de jours travaillés. Grâce à ce soutien, ils ont aménagé plus de 26 hectares de terre pendant 70 jours de travail.

Si ces montants permettent à certains de prendre en charge les besoins alimentaires immédiats de leurs ménages, d'autres en ont profité pour faire des petits investissements.

**« Des vivres déjà dans mon grenier grâce aux coupons et maintenant une somme de 60 000 francs reçue, la décision est vite prise : après avoir réglé quelques besoins sanitaires de ma famille, j'ai acheté deux petits béliers avec le reste de l'argent. Quelque mois plus tard, je les ai vendus avec environ 100% de bénéfices. Depuis lors, je n'ai plus arrêté ce business », annonce-t-il fièrement.**

## Des efforts conjointement fournis pour plus d'impact

Dans le cadre du paquet d'activités déployées dans cette commune, le PAM a intégré l'appui nutritionnel, y compris la sensibilisation des communautés sur les bonnes pratiques nutritionnelles, alimentaires, et d'hygiène aux populations ciblées, notamment, les femmes et les filles adolescentes et les hommes. Il vise à appuyer le changement de comportements à long terme à travers des approches spécifiques à chaque localité. En collaboration avec la FAO, l'UNICEF et les partenaires de mise en œuvre, le PAM organise des démonstrations culinaires à base de produits locaux animées par des comités locaux constitués de femmes formées au préalable. Elles sont regroupées au sein des Groupes de soutien à l'alimentation et à la nutrition (GSAN).

**« Mon épouse est la présidente du GSAN de notre village. En plus des séances de démonstrations qu'elle anime au niveau du CSCOM avec les autres femmes, elle reçoit beaucoup de visiteuses ici en famille. Les femmes du village viennent prendre des conseils auprès d'elle pour les techniques de préparation d'aliments pour enfants fortifiés et les bonnes pratiques nutritionnelles », explique Wagouminé.**

Il s'agit d'une mise à l'échelle de l'aspect « prévention de la malnutrition par le changement de comportement » ainsi qu'un renforcement de la diversité alimentaire et la disponibilité de nourriture nutritive.

Ces initiatives sont mises en œuvre par le PAM et l'UNICEF dans plus de 69 communes au Mali et ont touché environ 235 000 personnes vulnérables grâce à l'appui des partenaires techniques et financiers du PAM dont la Coopération allemande, le Canada, la Direction générale de la Protection Civile et Opérations d'Aide Humanitaire Européennes (DG-ECHO), et la Suède.

# Lutte contre les maladies non transmissibles au Mali: L'OMS veut passer à l'échelle et changer de paradigme



*DTC utilisant un glucomètre afin de dépister le diabète après avoir reçu la formation de l'OMS, CSCom de Magnambougou en Commune 6 de Bamako.*

Au Mali, la comorbidité liée aux maladies non transmissibles constitue un problème de santé publique. Selon les statistiques, au premier semestre 2021, la région de Koulikoro a enregistré 1201 cas de diabète et 15 825 cas d'hypertension artérielle (HTA) contre 3343 cas de diabète et 17 960 HTA au premier semestre 2022, soit une augmentation du taux de diagnostic de 60% pour le diabète et 12% pour l'HTA. Cette situation préoccupe l'OMS et ses partenaires dans le contexte de Covid-19. Afin d'inverser la tendance, elle a, dans le cadre de la couverture sanitaire universelle, réalisé diverses activités pour renforcer les capacités de 660 structures de santé périphériques dans 5 régions pour lutter efficacement contre le phénomène.

Ainsi, 1292 agents de santé dont 49 % de femmes ont été formés sur le diagnostic et la prise en charge du diabète et de l'hypertension artérielle. Ils ont reçu du matériel et des équipements (pèse-personnes, tensiomètres électroniques, glucomètres, bandelettes/lancettes pour glucomètre, bandelettes de test d'acétone et mètre ruban) pour assurer un diagnostic de qualité et meilleure prise en charge. Ces actions ont renforcé les capacités de 28 districts sanitaires des régions de Koulikoro, Sikasso, Ségou, Kayes et Bamako sur les maladies non transmissibles.

Avant l'intervention, les Centres de santé communautaires ne disposaient pas de matériels ni d'équipements répondant aux normes de l'OMS. Ce qui les obligeaient à renvoyer les patients aux centres de santé de référence et dans les centres de santé communautaires médicalisés pour les diagnostics et les prises en charge. « L'action de l'OMS est à saluer à sa juste valeur car elle a répondu aux besoins précis. Le matériel que nous avons reçu nous sert jusqu'à présent et nous permet de bien suivre les malades et savoir à quel moment intervenir », confie Dr. Mamadou BALLO, médecin au centre de santé Communautaire de la Commune 6 de Bamako.

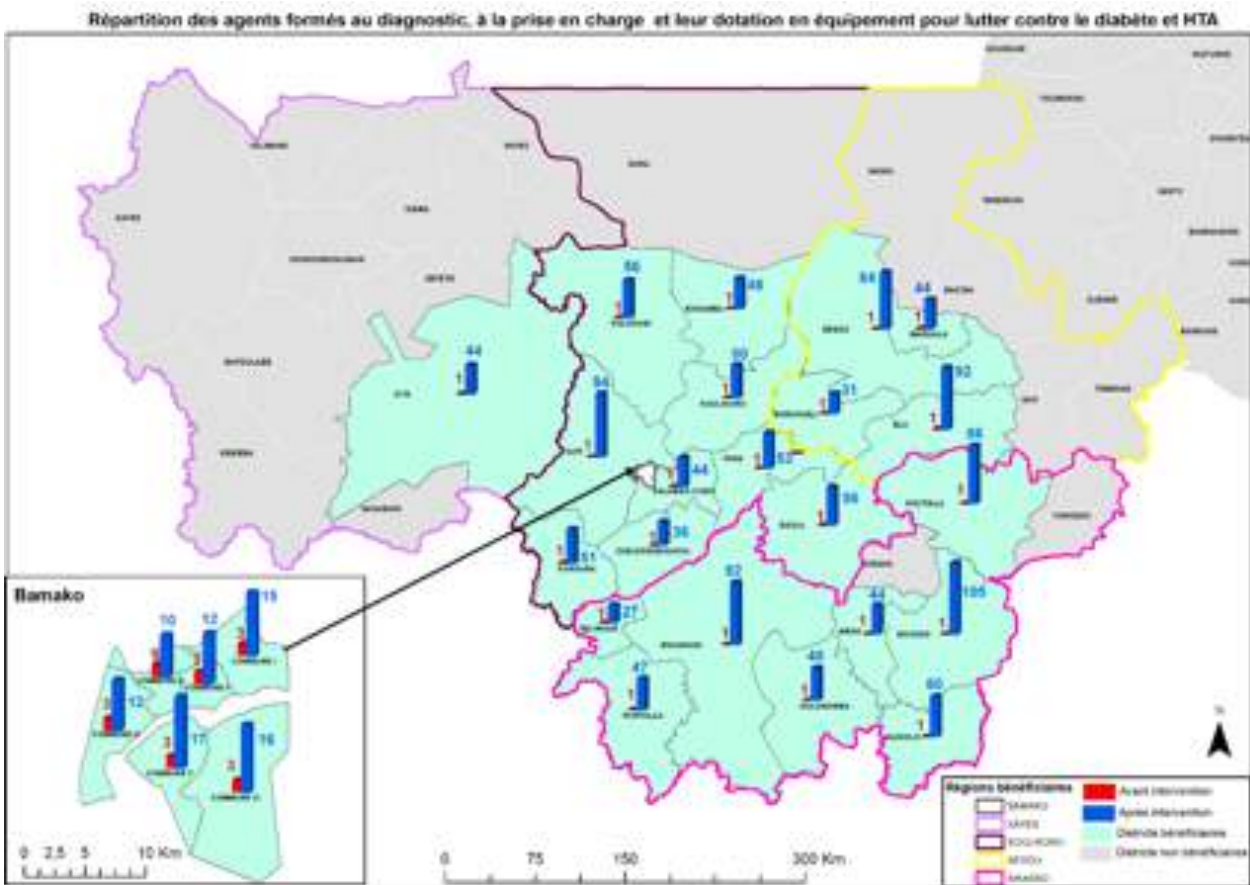
La mise en œuvre de ces activités a été possible grâce à la subvention du Gouvernement du Canada. Elle a donné une nouvelle dynamique à la lutte contre les maladies non transmissibles au Mali.



*Dépistage du diabète par une infirmière, CSCom de Magnambougou en Commune 6 de Bamako.*



Utilisation d'un pèse-personne pour au sein du CSCom de Magnambougou en Commune 6 de Bamako.



Répartition des districts sanitaires formés à la prévention et à la prise en charge de l’HTA et du diabète de novembre 2021 à septembre 2022

“Although I was first denying the disease, I soon realized that I should protect my family because I was suffering too much, and I decided to go to the hospital to seek help. The WHO psychologist was the first one I ever met, and I didn’t really understand its role. However, I soon realized that he was only there to speak to me to handle my anger.”

**Anonymous**  
COVID-19 patient

In addition, WHO continues to work with its partners to try to find innovative solutions to the many challenges concretely impeding this psychosocial work, such as: limited access to conflict-affected zones, logistical issues such as the absence of a secured listening room for individual interviews in IDP sessions; and misunderstandings around the work of psychologists and supportive services. Another reported challenge is the fact that some patients are reluctant to organize joint consultations between themselves, their families and the psychologists to discuss the mental health issues they had faced, as a result of the social stigma this continues to carry.

Nonetheless, results have so far been positive and **5314 individuals have received mental health and psychosocial support, among which 227 for GBV cases, since May 2022.** WHO is now mobilizing additional financial resources to continue to enable this work and address increasing requests, such as creating a free support hotline for victims, developing safe spaces, or increasing board games, art and music therapy and theatrical activities.

“Mental health and psychosocial support activities are strengthening Mali’s response to COVID-19, but also the overall health system. Despite challenges from conflict affected areas, WHO stands on the side of the millions of people in Mali who need urgent humanitarian health assistance and increasing psychosocial support. It is our role to lead mental health activities in Mali to ensure no one is left behind and receive the correct support to handle their emotions and find healthy alternatives to move forward.”

**Dr Christian Itama**  
Acting WHO Representative to Mali

## Mon héroïne, c'est toi

Comment combattre le  
COVID-19 quand on est  
un enfant



**IASC**  
Inter-Agency Standing Committee

Screenshot of the “My Hero is You, Storybook for Children on COVID-19”, developed by the Inter-Agency Standing Committee Reference Group on Mental Health and Psychosocial Support in Emergency.  
Credit: IASC

## WHO supports Mental Health and Psychosocial Support (MHPSS) activities in Mali to address the needs of vulnerable populations affected by COVID-19 and gender-based violence

Facing a protracted humanitarian emergency for nearly a decade, Mali has experienced mass displacement, disruption to health services and the overall health system as well as an overall heavy human toll. Like many complex emergencies, children, women and internally displaced persons (IDPs) are particularly at risk of increased violence and gender-based violence (GBV). Combined with the effects of COVID-19, the ongoing emergency has had a severe psychological impact for the population at large.

To respond to the increasing psychological needs in the country and support vulnerable persons, including those affected by COVID-19, victims of GBV as well as IDPs, the WHO Country Office for Mali recruited and deployed 10 psychologists across the country. The psychologists' work aims to alleviate patients' sufferings, improve their wellbeing and mental health conditions, and contribute to their social reintegration.

Both GBV and COVID-19 are stigmatized in Mali and many patients do not communicate their SARS-CoV-2 infection to their families and friends. Psychologists have reported cases of patients avoiding seeking care at health facilities due to stigma until symptoms are too heavy, leading to respiratory distress and further complications. Hospitalized patients then often suffer from a dual psychological burden of having to undergo medical isolation without being able to see their families, and of being socially excluded or stigmatized at work and in their social lives upon recovery.

Cases of colleagues refusing to work in the same office as a recovered patient, families refusing to eat at the same table and community members refusing to use the same prayer rug have been reported. As a result, psychologists encountered many cases of post-traumatic stress, work-related stress, sleep disorders and cases of suicidal tendencies.

To respond to these psychosocial needs, WHO psychologists have been working both at individual and community level, with activities including:

- organizing **individual diagnostic interviews** during which relaxation techniques were discussed, as well as **focus groups discussions and recreational activities**, such as cultural visits to museums, participation to cultural fairs and board games;
- holding **group discussions with health care workers, religious leaders and local associations on COVID-19 prevention and management**, as well as **sessions dedicated to the management of work-related stress**;
- setting up **case referrals** to appropriate health care infrastructures and/or local associative centers, especially for GBV cases; and
- organizing **community dialogues sessions** in eight districts of the Ségou region, in collaboration with the Ministry of Health and Social Development, to promote community engagement in favour of COVID-19 vaccination and enhance compliance with preventative measures. Participants included religious leaders, local officials, women and youth associations, teachers, transport unions, the network of traditional communicators, local influencers, and the media. One of the key takeaways was the decision to enhance the use of traditional methods of communication – such as community communicators, griots, and town criers – to raise awareness and positively influence behaviors in favour of vaccination.



Photo of the "Research center for the safeguarding and promotion of the Senoufo culture" which was visited as part of activities led by Moussa Kone, WHO psychologist, with young girl and boy victims of violence. Credit: WHO

Continued on next page ...



Board game session in Sikasso led by Moussa Kone, WHO psychologist, with young girl and boy victims of violence. Patients have been left out of the photo, in order to respect their privacy. Credit: WHO.

# UNFPA MALI LANCE LE RAPPORT SUR L'ÉTAT DE LA POPULATION MONDIALE 2022



**Panel de haut niveau organisé par unfpa mali dans le cadre du lancement de son rapport sur l'état de la population mondiale 2022 intitulé «comprendre l'imperceptible : agir pour résoudre la crise oubliée des grossesses non intentionnelles».**

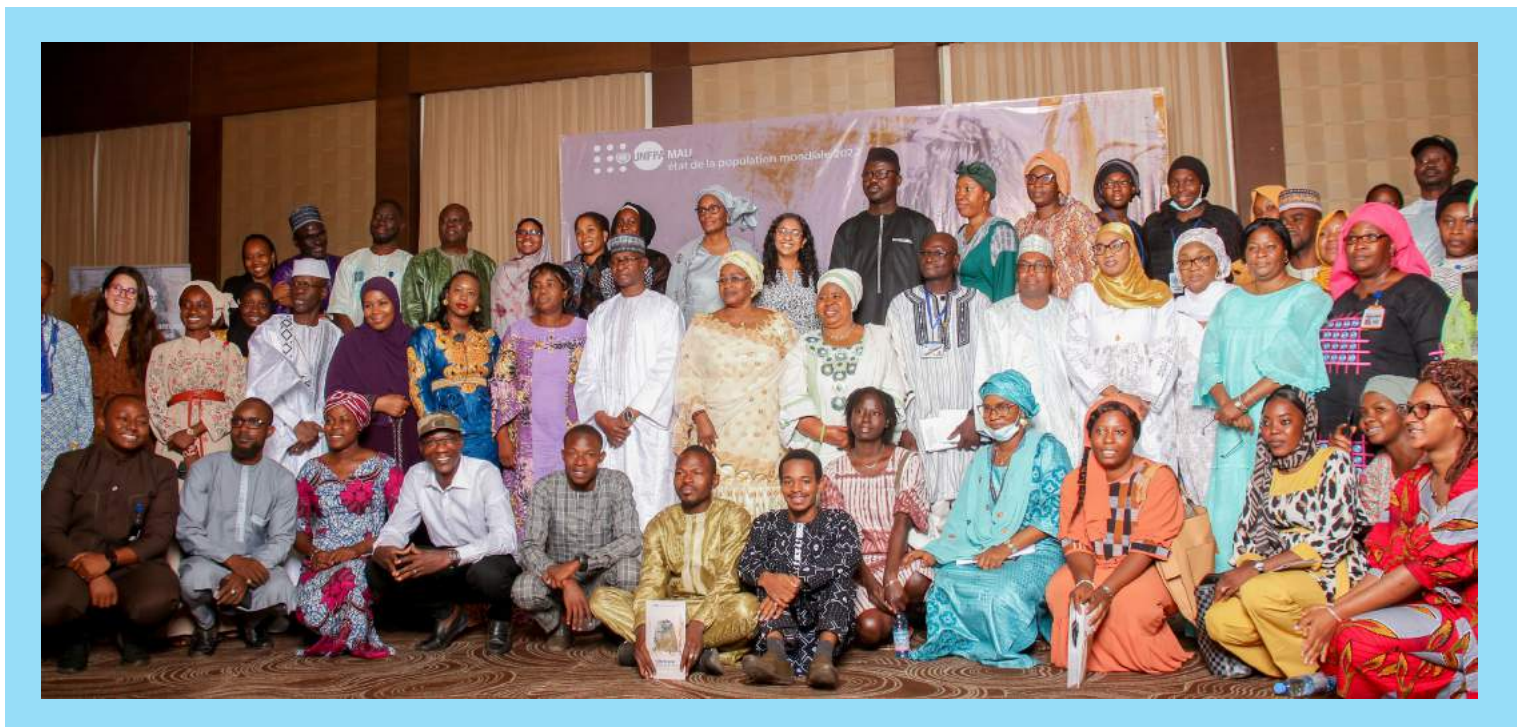
**près de la moitié des grossesses dans le monde sont des grossesses non intentionnelles. selon le rapport, près de 50 % des grossesses dans le monde sont non intentionnelles, soit 121 millions de cas chaque année.**

**60 % de ces grossesses finissent par des avortements dont 45 % sont non sécurisés, augmentant le risque de décès maternel.**

**Au Mali, près de 24% des femmes et filles ont des besoins non satisfaits en matière de planification familiale**

**Ce plateau d'échange entre jeunes, adultes, leaders et décideurs a permis de faire une analyse holistique et intégrée de cette crise imperceptible au Mali et de comprendre les interrelations entre les grossesses non intentionnelles, la santé intégrale de la femme et les trois résultats transformateurs de UNFPA avec un regard sur les ODD.**





# L'OIM MALI AU CHEVET DES PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES DE MÉNAKA ET BANDIAGARA

*Bamako – L'organisation internationale pour les migrations (OIM) au Mali a procédé, au début du mois de décembre 2022, à la distribution de kits de biens non alimentaires à 335 ménages de Personnes déplacées internes (PDI) dans la région de Ménaka au centre du pays. Ce geste humanitaire intervient quelques semaines après la remise d'abris temporaires à près de 500 PDI issues de 80 ménages, qui vivaient au musée de Bandiagara, une région du Nord Mali touchée par l'insécurité.*



A Ménaka, la distribution de kits a eu lieu du 2 au 5 décembre, en présence des autorités et leaders des localités affectées ainsi que des responsables communautaires des Personnes déplacées internes. Un comité de sélection inclusif a participé à l'identification des PDI les plus vulnérables, surtout les veuves, les personnes âgées, les parents isolés, et les personnes en situation de handicap. Au nombre de 335, ces personnes ont reçu des biens non alimentaires, notamment du matériel de couchage et des ustensiles de

cuisine. Il s'agit d'une partie des personnes déplacées suite à des menaces terroristes dans certaines localités du nord du Mali. Selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) la présence de personnes déplacées internes à Ménaka est liée à des affrontements et incidents sécuritaires perpétrés par des groupes armés non-étatique dans la grande région de Ménaka puis dans les cercles d'Anderaboukane et Inekar.



« L'OIM s'emploie à fournir des kits de biens non alimentaires aux personnes déplacées internes, afin de s'assurer que les populations affectées ont accès à des biens et fournitures de base adéquats pour vivre dans la sécurité et la dignité. Nous poursuivons nos efforts de mobilisation de ressources afin d'aider plus de personnes déplacées internes dans le besoin », explique Monsieur Pascal REYNTJENS,

Chef de mission de l'OIM au Mali. En septembre 2022, la région de Bandiagara qui accueille plusieurs familles de personnes déplacées internes, fuyant la violence et l'insécurité, a également reçu une contribution de l'OIM Mali. En vue d'aider les PDI qui occupaient le bâtiment d'un musée culturel à s'installer sur un site de 3 hectares mis à leur disposition, l'OIM Mali a contribué à l'acquisition

et à l'installation d'abris temporaires. Au total 80 bâches ont été mises à la disposition de ces PDI en vue de loger 80 ménages, soit environ 480 personnes. Cette réponse a été mise en œuvre en collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et les autorités techniques et administratives de la région.



*A travers sa stratégie pays 2021-2024, l'OIM Mali fonde sa contribution à une migration sûre, ordonnée et humaine, sur trois piliers que sont : la réponse humanitaire et la résilience, la mobilité et la gouvernance. L'aide aux personnes déplacées internes s'inscrit dans le cadre du pilier relatif à la réponse humanitaire.*

*Pour plus d'informations, veuillez contacter l'Unité Média et Communication de l'OIM Mali, Tél : +223 90 50 00 06, Email : [allmalimediacom@iom.int](mailto:allmalimediacom@iom.int).*

# LES ACTEURS DE LA GESTION DE LA MIGRATION ET DE L'ENVIRONNEMENT VALIDENT DEUX ÉTUDES SUR LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET LA MOBILITÉ HUMAINE DANS QUATRE RÉGIONS DU MALI



Bamako – À l’initiative de l’Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Mali, les principaux acteurs impliqués dans la gestion de la migration, des risques et des effets du changement climatique ont examiné et validé le 8 décembre à Bamako, les rapports de deux études qui mettent en exergue les incidences du changement climatique sur la mobilité humaine

dans les régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso.

Au Mali, les effets du changement climatique sont perceptibles dans plusieurs secteurs d’activités, notamment l’agriculture qui occupe 74% des ménages. Dans certaines zones, le dérèglement du climat a des effets sur la sécurité alimentaire et les déplacements de populations. C’est le

cas des régions de Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso, également connues pour leur fort potentiel migratoire. En vue d’aider à mieux cerner les incidences du changement climatique sur la mobilité humaine dans ces quatre régions, l’OIM Mali a accompagné la réalisation de deux études, au cours de l’année 2022.

Il ressort des deux études que les sécheresses, la perte de fertilité des sols, la disparition d'espèces animales et végétales, l'érosion, l'assèchement et l'ensablement des cours d'eaux, ainsi que les inondations constituent les principales manifestations du changement climatique à Kayes, Koulikoro, Ségou et Sikasso. Pour y faire face, les communautés ont développé différentes stratégies d'adaptation au nombre desquelles figurent les activités génératrices de revenus, le changement de techniques culturelles et la migration. L'équipe de recherche recommande une série d'actions, notamment la sensibilisation, l'appui aux activités des collectivités territoriales liées aux changements climatiques et à la migration, ainsi que la formation des communautés sur les techniques culturelles innovantes et l'appui aux hommes et femmes exerçant des activités agricoles. Ces recommandations sont en parfaite adéquation avec la vision de l'OIM.

« Pour l'OIM, la gouvernance et les pratiques contemporaines en matière de migration doivent refléter l'importance des facteurs environnementaux, des catastrophes et des changements climatiques sur la mobilité humaine », a déclaré Monsieur Pascal REYNTJENS, Chef de Mission de l'OIM Mali.

Les deux études complémentaires ont été réalisées dans le cadre des projets « Mali : Renforcement de la résilience climatique dans la région de Kayes » et « Renforcer la protection des migrants en Afrique de l'Ouest et du Centre par une gouvernance consolidée des migrations au Mali et au Niger », mis en œuvre par l'OIM Mali avec l'appui financier du Fonds de l'OIM pour le Développement et du Royaume du Danemark.



« Pour le Danemark, il est une priorité de renforcer la protection des migrants au Sahel et dans ce cadre il est important de mieux comprendre les liens entre les changements climatiques et la migration. Je me réjouis de constater le travail indispensable fait par l'OIM pour créer des circonstances protégées et propices pour la réinsertion des migrants », a affirmé Madame Astrid MELCHIOR OLOSEN, Cheffe de coopération adjointe de l'Ambassade du Danemark au Mali.

A l'issue des échanges, les participants à l'atelier de Bamako ont validé les résultats et recommandations des études ainsi

qu'une feuille de route pour l'intégration des dynamiques migratoires et des risques liés au changement climatique dans les politiques publiques. Selon le Docteur Amadou Tiema SANGARE, Conseiller technique du ministre de l'Environnement, de l'assainissement et du développement durable, ces études serviront de base pour élaborer des pistes de solutions sur les questions environnementales et migratoires.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'Unité Média et Communication de l'OIM Mali, Tél : +223 90 50 00 06, Email : [allmalimediacom@iom.int](mailto:allmalimediacom@iom.int).

# L'OIM, LE GOUVERNEMENT, LE SYSTÈME DES NATIONS UNIES ET LES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS CÉLÈBRENT LA JOURNÉE INTERNATIONALE DES MIGRANTS



***Bamako –Du 19 au 21 décembre 2022, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Mali et le Ministère des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine ont réuni à Koulikoro, l'ensemble des parties prenantes de la gouvernance migratoire au Mali, pour des panels de discussions et bien d'autres activités, marquant la célébration de la Journée internationale des migrants.***

La Journée internationale des migrants est célébrée dans le monde entier, le 18 décembre de chaque année. Le thème national retenu pour l'édition 2022 est : « Gouvernance migratoire au Mali : enjeux et perspectives ». Plusieurs communications à travers des panels au niveau politique et technique ont marqué les trois jours de célébration. Les différents panels ont permis aux participants de faire un panorama des efforts du Gouvernement, de la société civile et des partenaires internationaux pour améliorer la gouvernance des migrations au Mali et la protection des personnes en mouvement, en lien avec la Politique Nationale de Migration (PONAM) du Mali et le Pacte mondial pour les migrations sûres, ordonnées et régulières.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Ministre des Maliens Etablis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine, Alhamdou AG ILYENE, qui a déclaré lors de son intervention que l'adoption du Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières représente « un espoir renouvelé pour des millions de migrants internationaux ».

Après avoir rappelé que la mobilité est l'une des expressions les plus anciennes de l'humanité, le Chef de Mission de l'OIM au Mali, Pascal REYNTJENS, a lancé un appel pour le respect des droits des migrants, sans discrimination aucune. « J'invite toutes les parties prenantes (autorités publiques, migrantes et migrants, acteurs de la diaspora,

organisations internationales, citoyennes et citoyens) à renforcer le partenariat, pour relever ensemble les défis d'une migration sûre, qui profite à toutes et à tous », a-t-il ajouté.



Pour sa part, l'Ambassadeur de l'Union européenne au Mali a réitéré la volonté de son institution d'appuyer les autorités du Mali dans le domaine de la migration, en synergie avec l'OIM. Outre la sensibilisation sur les risques liés à la migration irrégulière, l'Ambassadeur Bart OUVRY a indiqué que « l'Union européenne soutient entre autres, des projets sur la migration de travail et la diaspora », afin de promouvoir les voies légales de la migration.

L'édition de 2022 de la Journée internationale des migrants intervient à la suite du Forum International d'Examen des Migrations (IMRF), tenu en mai 2022 à New-York. Ce forum a servi d'espace intergouvernemental pour débattre et s'informer des

progrès accomplis dans la mise en œuvre de tous les aspects du Pacte Mondial pour les Migrations, avec la participation de tous les acteurs concernés. A Koulikoro, le Ministère des Maliens établis à l'Extérieur et de l'Intégration Africaine a fait la restitution de la participation du Mali à ce forum.

Les priorités et perspectives pour la mise en œuvre du Pacte Mondial pour les Migrations au Mali ont été analysées au cours du panel de Haut niveau. Quant aux sept autres panels, ils ont abordé des thèmes prioritaires pour le Mali, à savoir : la protection des personnes en mobilité, les défis relatifs aux données migratoires, l'impact du changement climatique sur la mobilité et le genre. Le Réseau des Nations Unies pour les

Migrations au Mali, à travers le PNUD et ONUFEMME, ont activement participé aux travaux.

La célébration de la Journée internationale des migrants au Mali a également été marquée par la présentation des Cadres de Concertation Régionaux sur la Migration (CCRM) ainsi que le lancement du Cadre National pour la Réintégration des Migrants (CNRM) et du Cadre National pour la Migration au Mali.

Pour plus d'informations, veuillez contacter l'Unité Média et Communication de l'OIM Mali, Tél : +223 90 50 00 06, Email : [allmalimediacom@iom.int](mailto:allmalimediacom@iom.int).

# INAUGURATION DE LA PLACE DE L'INDEPENDANCE ET DU MONUMENT AL-FAROUK A TOMBOUCTOU

*Une délégation de l'UNESCO conduite par M. Edmond Moukala, Chef de bureau et représentant de l'Organisation des Nations Unies en charge de la promotion culturelle ainsi que leurs partenaires se sont rendus le Jeudi 23 juin 2022, à Tombouctou pour l'Inauguration de la place de l'indépendance et du monument « Al Farouk » à la grande satisfaction des autorités de la ville des « 333 saints » et de la population tombouctienne*



À la suite de la destruction de plusieurs monuments historiques de la ville de Tombouctou dont le monument Al-Farouk en 2012 par les groupes armés, l'UNESCO dans le cadre de la convention 72 relative à la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, s'est engagée en 2013, devant les autorités maliennes à Tombouctou de reconstruire les monuments détruits. Ainsi, l'inauguration de ce monument emblématique, marque que l'UNESCO vient de réaliser intégralement son engagement.

Edifié dans le respect des traditions culturelles, sociologiques et avec une attention particulière pour son intégration dans le paysage urbain et architectural de la ville de Tombouctou. La maîtrise d'ouvrage a été assurée par le Ministère en charge de la culture du Mali grâce à l'appui financier octroyé par l'Union européenne et la MINUSMA à travers l'UNESCO, dans le cadre du Programme de Réhabilitation du Patrimoine culturel et de Sauvegarde des Manuscrits anciens du Mali. Le nouveau Monument Al-Farouk, résultant de la contribution à la réparation collective des préjudices de 2012.



A la fin des travaux de reconstruction du monument Al Farouk, le Gouvernement malien, à travers le gouvernorat de la ville de Tombouctou a effectué des travaux d'embellissement de la place de l'indépendance à travers le pavage des alentours du monument, l'édification d'une portée symbole de bienvenu à l'entrée de la place, une tribune et des tableaux mosaïque sur les murs de clôture des bâtiments administratifs mettant en avant les figures et citations marquantes de l'histoire de la ville de Tombouctou. Ces travaux ainsi que reboisement le long du boulevard ont mis en valeur le monument Al Farouk.

Mystère et Mythologie et mysticisme, sont d'ailleurs les maitres mots pour qualifier « Al Farouk », selon le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme dont la cérémonie était placée sous sa présidence, a saisi de l'opportunité pour exprimer à l'UNESCO et à ses partenaires et c'est au nom du Président de la transition, au nom du chef du Gouvernement, premier ministre la reconnaissance et la gratitude du peuple malien pour l'appui constant et les subventions sans cesse renouvelées pour la conservation de ce patrimoine millénaire.



## Le cavalier Al-Farouk

Al Farouk est le génie protecteur de Tombouctou. Cavalier blanc, habillé de boubou blanc, de babouches blanches et de litham blanc qui conduit un cheval blanc avec un grelot au son lugubre et grave, il n'apparaissait que très tard dans la nuit, de minuit jusqu'au premier appel à la prière de l'aube. Pendant ses heures de parade dans les ruelles vides de monde, il chasse les génies malfaisants et aussi toutes les personnes qui mènent une vie dissolue : voleurs, brigands...et eux seuls entendent le son désagréable de son grelot qui les met en transe et les achève ; les personnes moralement irréprochables au contraire l'effraient.

## La renaissance

C'est donc toute la symbolique du cavalier Al-Farouk, génie protecteur de la cité des 333 Saints, qui se ravive à Tombouctou avec l'inauguration de ce monument et la place de l'indépendance. Ce dernier a été conçu avec le souci de rallier la valeur patrimoniale de la légende d'Al-Farouk à travers les éléments inspirés des racines culturelles et historiques de Tombouctou accompagné d'une création artistique contemporaine.

La grande mobilisation lors de ce jour historique,

témoignent d'un fort attachement à cet édifice et d'une volonté de la population tombouctienne et des autorités locales de pérenniser « Al-Farouk » dont la légende est précieusement conservée depuis plusieurs siècles participant ainsi à cultiver et perpétuer les contes et légendes du Patrimoine culturel immatériel de Tombouctou et du Mali. La reconstruction du Monument Al-Farouk contribue ainsi à renforcer l'identité et la fierté des communautés de Tombouctou, et s'inscrit dans l'élan d'un développement amorcé tout en consolidant les fondements de la Paix et de la cohésion sociale.

Enfin, l'UNESCO salue la franche collaboration avec les acteurs du projet notamment M. Mamadou KONE, de l'agence Audex, l'architecte du projet ; M. Alpha Sane CISSE, directeur de l'entreprise KOME constructions ; l'artiste Ky Siriki ; l'ensemble des acteurs et à toute la population de Tombouctou, et aussi aux partenaires financiers, l'Union européenne et la MINUSMA, de ce monument dont les efforts communs ont permis de redonner vie au monument AL Farouk. Également le chef du Bureau et représentant de l'UNESCO, M. Edmond MOUKALA invite les autorités à faire bon usage des acquis pour la consolidation de



## COMMUNIQUE DE PRESSE

### **7 millions de dollars US d'allocation du Fonds Central d'intervention d'urgence (CERF) pour répondre aux besoins urgents des populations affectées de Gao, Kidal et Mopti au Nord du Mali**

(Bamako, 30 décembre 2022) : Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence des Nations Unies, M. Martin Griffiths, a approuvé le 30 décembre, une allocation de 7 millions de dollars du Fonds Central d'Intervention d'Urgence (CERF) pour une intervention rapide dans le Centre et le Nord du Mali. Ces fonds permettront d'apporter une aide humanitaire vitale à 423 000 personnes dans le besoin, y compris les déplacés internes, les réfugiés et les communautés hôtes des régions de Gao, Kidal et Mopti touchées par l'insécurité et les conflits multiformes.

Entre janvier et décembre 2022, les mouvements de populations se sont particulièrement accentués dans le Nord du Mali, avec plus de 72 500 personnes nouvellement déplacées en raison des affrontements entre groupes armés rivaux, des conflits intercommunautaires multiformes et des opérations militaires des forces armées maliennes contre les groupes armés non étatiques, principalement dans les régions du Centre (Mopti et Ségou) et du Nord (Gao, Ménaka, Tombouctou, Taoudénit et Kidal) et certaines parties du Sud. Les résultats issus de la matrice des mouvements de populations en août 2022 révèlent que sur 263 sites évalués, les personnes déplacées internes vivent dans des conditions précaires et le faible accès aux services sociaux de base les rend extrêmement vulnérables.

Le Coordonnateur humanitaire au Mali, M. Alain Noudéhou, a apprécié cette allocation d'urgence comme « l'expression d'un engagement renouvelé de la communauté internationale à se mobiliser et agir promptement pour que l'assistance humanitaire nécessaire atteigne chaque personne dans le besoin ». Dans le contexte malien où les effets du changement climatique viennent accentuer la vulnérabilité des personnes touchées par les conflits, le Coordonnateur humanitaire a affirmé qu'il continuera « à plaider pour que les partenaires techniques et financiers restent engagés au Mali en octroyant davantage de fonds flexibles et complémentaires pour la réponse humanitaire et le développement au Mali ».

Au total cinq projets bénéficieront de cette allocation du Fonds Central d'intervention d'urgence (CERF) et aideront à fournir une assistance multisectorielle en éducation et protection, l'accès à l'eau et l'hygiène et l'assainissement au profit des enfants déplacés affectés par la crise et victimes de violations (mise en œuvre par UNICEF), la prise en charge holistique et intégrée de victimes de Violences Basées sur le Genre (VBG) et la promotion et de la santé sexuelle et reproductive dans les régions du Centre et du Nord (mise en œuvre par UNFPA), l'appui multidimensionnel à la restauration des documents d'état-civil des déplacés internes (mise en œuvre par OIM), l'amélioration de l'accès en abris d'urgence et biens non-alimentaires des personnes déplacées internes (mise en œuvre par UNHCR) et une assistance médicale et psychologique aux populations affectées par la crise humanitaire et les inondations des régions de Gao, Kidal et Mopti (mise en œuvre par OMS).

L'allocation CERF de 7 millions intervient pour relever le niveau de la réponse humanitaire d'urgence dans un contexte d'exacerbation de l'impact humain de la crise alors que seulement 38% du financement requis pour le plan de réponse humanitaire 2022 ont été effectivement reçus. Grâce à une mutualisation des efforts et à une rationalisation des moyens, les partenaires humanitaires ont réussi à fournir une assistance multisectorielle à plus de 3,5 millions de personnes dans le besoin.

Note aux éditeurs : Mis en place par l'Assemblée générale des Nations Unies en 2006, le CERF est un mécanisme de financement humanitaire géré par OCHA, qui permet une réponse plus rapide et efficace aux besoins vitaux des populations touchées par des catastrophes naturelles, des conflits armés, ou des crises sous financées.



NATIONS UNIES  
MALI



Organisation des Nations Unies  
pour l'alimentation  
et l'agriculture



Investir dans les populations rurales



OCHA

United Nations Office  
for the Coordination of  
Humanitarian Affairs



NATIONS UNIES  
DROITS DE L'HOMME  
HAUT-COMMISSARIAT



OIM  
ONU MIGRATION



Organisation  
mondiale de la Santé



ONUSIDA



Programme  
Alimentaire  
Mondial



unesco



UNHCR  
The UN Refugee Agency



pour chaque enfant



VOLONTAIRES  
ONU



**NATIONS UNIES**  
**MALI**



@onu\_mali



@ONUAUMALI



<https://mali.un.org/>